

Morale et politique

Françoise Seligmann

DANS **APRÈS-DEMAIN 2008/4 N° 8, NF**, PAGES 3 À 4
ÉDITIONS **FONDATION SELIGMANN**

ISSN 0003-7176

DOI 10.3917/apdem.008.0003

Date de mise en ligne : 01/01/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-apres-demain-2008-4-page-3?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Seligmann.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Françoise SELIGMANN

MORALE ET POLITIQUE

Été 1982 : ultime rencontre avec Pierre Mendès France, peu de temps avant sa mort. Alors que nous évoquons la guerre d'Algérie, je reviens sur la démission, à mes yeux trop tardive, de François Mitterrand, ministre de la Justice du gouvernement Guy Mollet. Je souligne la responsabilité prise par celui qui est devenu le premier Président de gauche de la V^{ème} République dans la comparution des rebelles algériens devant les tribunaux militaires, Mendès me répond : **“Je ne peux que l'admirer car il a réussi, en abandonnant des principes qui restent intangibles à mes yeux. C'est ce que je n'aurais jamais accepté.”** Et d'ajouter avec un brin de malice : **“peut-on sacrifier la morale à la politique ? Beau sujet pour un étudiant.”**¹

Si le bref passage à l'Hôtel de Matignon, il y a 54 ans, de Pierre Mendès France, -ce **“miracle de courte durée”** ainsi que j'osai le définir naguère²- a marqué pour toujours nos esprits, c'est qu'au fond de nous mêmes, nous pensions que la réponse à cette question ne pouvait qu'être **“non”**.

En sept mois et dix-sept jours, le rayonnement et l'influence de cet homme se sont étendus bien au-delà de sa famille politique d'origine, jusqu'à en laisser un souvenir si puissant qu'il en est devenu quasi-

mythique. Nombreux sont encore ceux qui, à présent sexagénaires, se souviennent avec émotion du verre de lait à la cantine de l'école de la République, en des temps encore rudes pour le peuple, bien loin au quotidien de ce que les économistes, du haut de leur chaire, appelleraient plus tard les **“Trente glorieuses”**. D'autres évoquent simplement une dignité, un courage, un désintéressement, un dévouement au bien public, une absence de cynisme qui sembleraient aujourd'hui autant de naïvetés, voire d'infirmités. Le moule, je le crains, est brisé. Se trouvera-t-il, aujourd'hui, un homme politique capable de faire entendre avec la même force de conviction ce que nous disait alors Mendès France ? Écoutons-le :

“L'élément fondamental du système démocratique, c'est la vérité ; dès lors que le pays est appelé à choisir parmi des hommes, à se prononcer entre des thèses et des propositions qui lui sont soumises, il est évident que la probité de l'exposé des questions et la fidélité aux engagements pris constituent des éléments de base dans le fonctionnement du régime. S'il n'y a pas d'honnêteté de la part de ceux qui tiennent un rôle dans le jeu des institutions, il ne peut y avoir de démocratie.”



Si les mendésistes de juin 1954 sont restés fidèles à cette règle, s'ils la transmettent de génération en génération, c'est parce qu'elle conserve toute sa force -en particulier, je l'espère, auprès des jeunes- par comparaison avec des gouvernants qui n'ont cessé, de **“fracture sociale”** en **“présidence du pouvoir d'achat”**, de pratiquer en actes comme en mots (ce qui est tout aussi grave) l'hypocrisie, le cynisme, le mensonge, le mépris, la tricherie. Pour ne point parler de ce degré zéro aujourd'hui atteint avec la **“pipolisation”**, quand rien ne semble plus urgent -obscénité ou dérision- que de s'attarder sur le tour de taille de la Garde des sceaux, sur les ventes de disques de la **“Première dame”** ou le jogging à **“ray-ban”** et T-shirt de la police new-yorkaise, d'un héritier autoproclamé du Général de Gaulle ?

En cet automne 2008, il n'est pas inopportun de rappeler la définition que Mendès donnait de la mission d'un responsable socialiste : **“Je trouverai toujours, adversaires ou sceptiques, ceux qui acceptent à peu près ce qui existe aujourd'hui, avec les injustices, les gaspillages collectifs, tout ce à quoi je ne suis pas résigné, et qui me considèrent comme un dangereux révolutionnaire -et ceux aussi pour qui je reste un utopiste, un réformiste, ce qu'ils appellent avec dédain un social-démocrate.”**

Réformiste **et** utopiste. C'est très exactement ce qu'un homme ou une femme politique socialiste ayant l'ambition de conduire le pays doit être. Utopie, la société du savoir et de la connaissance pour tous ? Utopie, la société juste dans l'univers impitoyable de l'économie mondialisée, dans le monde des nouvelles technologies et du développement durable ? Utopie, l'invention des formes nouvelles de démocratie ? Utopie, la France redevenant patrie des droits de l'homme, modèle

de développement laïc et démocratique pour le monde ? Mendès ne se serait pas contenté d'en faire rêver pour se faire élire, il s'y serait attelé sans délai. Lisons-le, relisons-le :

“Le philosophe, le sociologue, le théoricien peuvent, dans leur tour d'ivoire, imaginer les transformations qui feront régner un jour le paradis sur la terre ; on ne leur demande rien de plus. Un homme politique socialiste, c'est autre chose. Il doit à chaque instant déterminer ce qui peut être fait, ce qu'il peut faire. Il doit agir, non pas, certes, en ignorant le long terme, il improviserait au jour le jour et prendrait des décisions empiriques, dont tous paieraient le prix plus tard ; c'est pourquoi il doit savoir où il va, c'est pourquoi chacune de ses décisions doit aller dans le sens des mutations plus importantes auxquelles il est attaché. Seulement, il a été chargé, non de méditer sur l'avenir, mais d'y travailler concrètement, jour après jour et il n'a pas le droit de renvoyer tout progrès au jour futur de la révolution totale ! S'il a aplani le chemin qui mène au progrès, s'il a avancé un peu, il a servi. C'est sa mission.”

La grande pitié de la vie politique française d'aujourd'hui, à laquelle n'échappe pas la plus grande partie de la gauche dite de gouvernement, nous en rappelle cruellement l'urgence : il faut retrouver une morale du politique, il faut réapprendre la leçon de Mendès France.

Françoise SELIGMANN

1. Françoise Seligmann, **“Les socialistes au pouvoir”**, Michalon, 2005

2. Françoise Seligmann, **“Liberté, quand tu nous tiens”** (II),

“l'Espoir et la honte, Mendès, l'Algérie, Mai 68”, Fayard 2003.